



Numéro
spécial

DECEMBRE
2003

Kinshasa
R.D.C.

**MOUVEMENTS
ET
ENJEUX SOCIAUX**

**LA REALITE DU GENOCIDE PAR LA FAIM
AU BUSHI (SUD-KIVU)**

Par

C.B. KINGHOMBE wa KINGHOMBE
Professeur à la Faculté des Sciences Sociales,
Université de Kinshasa.

REVUE DE LA CHAIRE DYNAMIQUE SOCIALE

INTRODUCTION

Confrontée à la problématique du sous-développement, la question de la santé intéresse tous les acteurs du développement intégré et intégral. Elle n'est plus l'affaire des seuls médecins. Sociologues et anthropologues ont un rôle à jouer afin de situer la santé dans un contexte social global.

L'homme demeure le principal moteur du progrès social. Il faut donc s'interroger sur ses conditions de vie de cet. On sait que le pays regorge d'hommes formés mais inutilisés et souvent inutilisables parce qu'aigris, découragés et diminués notamment par la faim.

Le problème de désertification et de famine périodique auquel est confronté le peuple du BUSHI au Sud-Kivu date depuis 1948. Or comme d'aucuns le savent, une bonne santé entraîne un meilleur rendement des masses laborieuses. Le développement de l'agriculture améliore la nutrition et partant la santé. L'éducation participe aux efforts d'augmentation de la qualité de la vie grâce à l'éducation sanitaire.

La présente étude s'efforce de diagnostiquer, d'analyser et de tracer des pistes de solutions concernant la tragique question de famine A laquelle le BUSHI fait face, A la suite de la désertification précitée.

Intellectuels, membres de la société civile et des partis politiques du BUSHI ont consciemment ou inconsciemment ignoré le danger réel d'extermination possible des populations locales par la faim.

Les Eglises chrétiennes qui luttent contre ce fléau depuis la fin des rébellions mulelistes de 1964, voient leurs efforts atténués par l'ampleur des tensions créées par le problème de la nationalité depuis 1981 et l'arrivée massive de réfugiés rwandais BAHUTU en 1994.

La recherche de solutions au drame rwandais post-génocide de 1994 ne peut pas faire oublier les véritables problèmes du BUSHI : la désertification et le génocide par la faim. En effet, l'illusion identitaire a entraîné des conduites collectives effervescentes ainsi qu'une dérive identitaire sans précédent dans le milieu universitaire.

Cet article comporte les points suivants : la problématique de la faim, le KIVU montagneux et le drame du BUSHI, l'amorce de solution par l'Eglise catholique.

I. Problématique de la famine et de l'Eglise

1.1. Le génocide par la faim

1.1.1. Famine et types de famines

Le problème le plus crucial et le plus urgent pour nous est sans doute celui de l'alimentation et ses corollaires en matière de santé, de l'agriculture, de développement⁽¹⁾. On

¹ Ntongolo Mutuala, Ligue des Etats Négro-Africains. Étude des fondements et des perspectives du projet Maréchal MOBUTU, éd. A.K. haneton, Bruxelles, 1986, p73.

trouve ainsi posé la question de la faim. Celle-ci s'entend non seulement comme la famine proprement dite mais comprend aussi la malnutrition, les carences alimentaires ou les régimes d'alimentation déséquilibrés⁽¹⁾.

Sur le plan physiologique, la faim est la souffrance de myriades de cellules du corps qui ont besoin de nourriture pour vivre normalement. La souffrance naît au niveau cellulaire mais elle est transmise comme un message de chaque cellule vers le système nerveux central qui intègre toutes les sensations et transforme le corps. La région du système nerveux où se trouve le centre qui reçoit de chaque cellule un message traduisant son besoin d'aliments définis, s'appelle l'hypothalamus. C'est dans ce lieu où se règle en même temps la température du corps, la soif, les instincts profonds⁽²⁾.

L'homme peut souffrir de différentes faims (faim protéique, faim minérale, faim vitaminique) ou de plusieurs d'entre elles à la fois⁽³⁾.

La faim collective fait penser aux profanes à la situation des populations misérables attaquées par des épidémies périodiques de la faim. C'est la faim aiguë et violente⁽⁴⁾. La faim partielle ou faim occulte est plus grave sur le plan social, d'après De Castro. La sous-nutrition est une grave maladie qui prédispose à beaucoup d'autres maladies.

La déficience de protéines est une des formes les plus graves et généralisées de faim spécifique ou de carence. La déficience de certains minéraux est une sorte de faim spécifique très répandue. La faim spécifique des vitamines A, B, B2, D entraîne des manifestations macabres, selon De Castro.

La faim chronique ou déficience alimentaire a une action plus prolongée et plus persistante. Elle tend à provoquer la dépression et l'apathie. La faim chronique des protéines et celles des vitamines provoque une inappétence habituelle, une perte d'intérêt pour les aliments, ajoute le même auteur.

Dans cette étude, on a surtout enregistré les cas de déficience de protéine et de déficience alimentaire.

1.1.2. Génocide par la faim

La faim est l'expression la plus tragique du sous-développement économique. Cette expression ne disparaîtra qu'avec la fin du paupérisme généralisé qui détermine la faim⁽⁵⁾.

La faim considérée comme une création de l'homme est une condition habituelle des différentes régions du monde alors que la faim déterminée par l'inclémence de la nature est

¹ Maire L, « la faim, problème mondiale » in Maire, L. (dir) La faim, éd. de la Baconnière, Newchatel, 1960, p12.

² Debré R., « La faim et l'enfant », in Maire L. (dir), Op. cit. p63.

³ Maire L., Op. cit. p15.

⁴ De Castro J., Géopolitique de la faim. Le dilemme Brésilien : Pain ou Acier, éd. du Seuil, Paris, 1964, pp59-105.

⁵ De Castro J., Géopolitique..., Op. cit., p280.

exceptionnelle. C'est l'homme qui a transformé la terre occupée par lui en terre de faim ⁽¹⁾.

Mandel, E. observe que les stocks de réserves des céréales sont exclusivement détenus par les USA, le Canada, l'Argentine et la France ⁽²⁾.

La famine de 1973 – 1974 vient, selon lui, de la politique de soutien des prix au moyen d'une réduction des emblavures et des productions. En l'espace de 5 ans, le gouvernement canadien pourrait augmenter la production de vivres de 50%. Les Etats-Unis ont réduit la surface emblavée de 20 millions d'Ha. Les fermiers ont reçu 3 milliards de dollars par an pour qu'ils ne produisent pas sur une partie de leurs champs. Mandel constate que la production a été augmentée de 12% pour le blé et 25% pour le soja après la famine de 1972 – 1973. Le déficit des pays concernés par la famine était de 12 millions de tonnes alors la seule réduction des USA était de 20 millions de tonnes de blé.

Le gouvernement américain a décidé la réduction des superficies emblavées de 20% pour les cultures à consommation humaine et 12% pour les cultures fourragères en août 1977 suite à l'effondrement des prix en 1976 - 1977.

D'après Lambert, B., l'Europe suit la voie des Etats-Unis si l'on se réfère au plan Mansholt confirmé par le rapport VEDEL. On donnera 1.300 Frs de subvention pour abattre les vaches et aux paysans qui boiseront leurs terres ⁽³⁾.

Alors que la famine sévit en 1973, on remarque l'abaissement de l'aide à 6 millions de tonnes les années précédentes ⁽⁴⁾. Il apparaît un rapport entre les choix politiques des pays industriels ou post-industriels et les situations de crise dans les pays exploités, dominés et à économie déformée ⁽⁵⁾. Ce lien ne peut pas se comprendre en dehors de la mondialisation.

La mondialisation de l'histoire augmente la tendance à l'unification des peuples, des cultures et des civilisations. Le monde est en interconnexion sur les plans politique, économique, social et culturel. Certains événements ont marqué l'évolution de l'humanité : la première guerre mondiale 1914 - 1918 et la création de l'URSS, la seconde guerre mondiale 1940 - 1945 et le processus de décolonisation, la perestroïka et la chute des régimes totalitaires.

La mondialisation est l'interdépendance économique croissante de l'ensemble des pays du monde, provoquée par l'augmentation du volume et de la variété des transactions transfrontalières des biens et services, ainsi que par la diffusion accélérée et généralisée de la technologie.

Grâce à l'existence du système mondial, les Etats-Unis ont un projet d'intégration des pays du Sud dans un système alimentaire mondial. Les Etats-Unis sont actuellement « dotés d'un

¹ De Castro J., Géopolitique..., Op. cit., p280.

² Mandel E., La crise 1974-1982. Les faits : leur interprétations marxiste, Flammarion, Paris, 1982, pp.137-138.

³ Lambert B., Les paysans et la lutte des classes, éd du Seuil, Paris, 1970. pp174-175.

⁴ Provent A., De Ravignan F., Le nouvel ordre de la faim. Révolutions paysannes, éd. du Seuil, Paris, 1977, p66

⁵ Bettelhem C. cité par Jouve E.. Relations internationales du tiers-monde. Le tiers-monde en lutte, éd. Berger-Lauvreult, Paris, 1976, p18.

redoutable pouvoir» ⁽¹⁾ qui peut dépasser l'arme du pétrole et leur permette d'asservir le Tiers Monde. C'est le Reich Allemand qui établit un plan de la faim sur des bases scientifiques et avec des objectifs bien définis. Cette arme de guerre puissante avec son haut pouvoir de destruction fut employée au maximum ⁽²⁾.

Dans cet ordre d'idées, des responsables américains dévoilent la nature politique de l'aide alimentaire des Etats-Unis.

En effet, l'ancien secrétaire à l'agriculture Butz déclarait sans ambages : « la nourriture est une arme. Elle est maintenant l'un de nos principaux outils lors de négociations »⁽³⁾.

Les pays producteurs de pétrole consacrent leurs pétro-dollars en partie à l'achat des produits agricoles alimentaires dont les prix augmentent. Ils deviennent ainsi vulnérables à l'arme stratégique du blé ⁽⁴⁾. Le nouvel ordre alimentaire mondial s'exprime à travers l'exportation en direction des régions suralimentées des productions vivrières pendant que les populations de ces pays sous-développés souffrent de déficiences alimentaires graves ⁽⁵⁾.

Le rôle des multinationales dans le système alimentaire mondial n'est pas de moindres. Il en est de même pour la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement, le Fonds Européen de Développement, le Fonds d'aide et de coopération. Ils poussent le Tiers monde à s'ouvrir au marché mondial. En adoptant le modèle occidental de développement lié à la dégradation des termes de l'échange, ces pays se ruinent en développant les exportations avant les besoins de leurs populations⁽⁶⁾

Pour Meillassoux, C. le capital refuse de prendre en charge les populations détachées de leurs moyens de production ruraux et sans aucun moyen de subsistance. Une politique de liquidation des populations excédentaires est appliquée sous diverses formes : la politique des bantoustans en Afrique du Sud, la politique dite libérale inspirée par M. Friedman et appliquée par le Fonds Monétaire International (FMI) dans le monde entier ⁽⁷⁾.

Le « libéralisme » imposé par les Etats-Unis par l'intermédiaire du Fonds Monétaire International oblige les pays sous-développés à renoncer aux avantages sociaux sous prétexte de restaurer les équilibres économiques. Cette politique dite du libéralisme économique s'attaque aux investissements sociaux ou à tout ce qui assure l'entretien et la survie des populations. La liquidation physique d'un grand nombre de personnes s'opère sous la couverture idéologique de

¹ Dumont R., « Impérialisme français et sous-développement africain », in : Tricontinental, La France contre l'Afrique, 1, Maspero, Paris. 1981, p31.

² De Castro J.. Géopolitique... O. cit., p.342.

³ Georges S., Les stratégies de la faim, éd. Groumavern, Genève, 1981, p249.

⁴ Provent A., De Ravignan F., Le nouvel ordre..., Op. cit., p66.

⁵ Georges S., Op. cit, pp140-158.

⁶ Dumont R, « Impérialisme... » art. cité, p33

⁷ Meillasoux C., « Paysans africains et travailleurs immigrés : de la surexploitation 3 au génocide par la faim », in , La France contre..., Op. Cit., pp39-40.

cette doctrine ⁽¹⁾.

Au Congo/Zaire, certains se sont attaqués au FMI et principalement à Monsieur Kengo Wa Dondo, chef du gouvernement ayant le plus essayé d'appliquer la politique dite du libéralisme économique «concerté».

Sans remettre en cause la voie de développement capitaliste, les critiques se limitent aux attaques personnelles (l'origine tribale voire raciale de la mère de M.Kengo Wa Dondo) ou au verbiage sur l'économie sociale de marché.

Ce refus de prise de position en faveur du socialisme apparaît à la Conférence Nationale souveraine (C.N.S.) comme sous le régime du 17/05/1997 hostile pourtant aux conclusions de la CNS. L'option capitaliste consacre le triomphe de la révolution bourgeoise amorcée le 30/06/1960.

Toujours selon Meillassoux, C., l'accroissement de la surexploitation du travail et ses effets sur la campagne font que les possibilités de stockage diminuent. Les communautés domestiques dépendent de plus en plus des revenus monétaires. Dans les campagnes, les populations vivent en partie de leur production grâce à une agriculture vivrière dégradée. Ils dépendent cependant des importations pour combler les déficits. En ville, l'accès aux denrées alimentaires dépend des possibilités d'emploi qui sont précaires. La dégradation de l'économie atteint la phase de dépendance presque complète du prolétariat d'Afrique au Capital et à la production agricole des Etats-Unis en particulier ⁽²⁾.

En cas de catastrophe naturelle, poursuit-il, les grandes famines apparaissent comme un moyen de régulation de la population provoquée par le grand capital international. Avec l'utilisation de la technologie de très haute productivité, le prolétariat nombreux et non qualifié créé par le capital international, ne convient plus. Ainsi des millions d'individus sont condamnés à la misère physiologique et à la mort. La misère, la maladie ou la mort passent inaperçus et apparaissent comme des effets de crises ou fléaux naturels.

La perte du pouvoir d'achat des masses laborieuses suite à l'augmentation du coût de la vie fait que le Kwashiorkor, véritable épidémie de carence protéiques infantiles sévit surtout dans le prolétariat ⁽³⁾.

Le sous-développement aggravé de l'Afrique risque de «tourner bientôt à un génocide de la faim»⁽⁴⁾ ou du «génocide par la faim» selon l'expression de Meillassoux, C.

Examinons à présent, les tentatives d'actions amorcées contre la famine qui sévit au BUSHI dans le SUD-KIVU

¹ Meillassoux C., pp.44-52.

² Meillassoux C., « Paysans africains.. », art. cité. pp49-52

³ De Castro J., Géopolitique... Op. cit.. p269.

⁴ Dumont R., « Impérialisme.. », art. cité. p33

II. Limite des actions contre le génocide par la faim

2.1. Les Eglises au Kivu et la propriété foncière

Sous l'Etat colonial, les cessions et concessions gratuites sont l'objet d'une réglementation générale. Pour favoriser la colonisation et en vue du développement des associations ou institutions philanthropiques, scientifiques ou religieuses, un nouvel article 15 de la Charte coloniale est édicté par la loi du 19 mai 1942⁽¹⁾. En matière de cessions et concessions gratuites, la règle laisse au Roi les mains libres jusqu'à concurrence de 10 Ha sous réserve du principe de totalisation.

L'association des Pères Blancs du Vicariat Apostolique du Kivu ASBL (Arrêté Royal du 16 juillet 1930, ordonnance n° 22/287 du 23 août 1952, ordonnance n° 81/412 du 14/12/1954) modifie ses statuts (ordonnance n° 137 du 5/07/1963). Après requête de la majorité des membres effectifs de l'association, elle substitue à celle de « l'association de l'archidiocèse de Bukavu » le 3 février 1963. Cette ancienne association des Pères Blancs semble se confondre à l'Archidiocèse même de Bukavu.

Selon nos enquêtes ⁽²⁾, l'Eglise catholique dispose de 7.735 Ha 99 a 83 ca sur l'ensemble de la région administrative du Kivu (y compris le Maniema). Elle possède au BUSHI (zones administratives rurales de KABARE et WALUNGU) et dans celle de KALEHE, 2.037 Ha 20 a 55 ca.

L'Eglise protestante occupe 3.436 Ha 65 à 95 ca dans l'ensemble de la région du Kivu. Quant à sa présence au BUSHI (KABARE et WALUNGU) ainsi que dans la zone rurale de KALEHE, elle enregistre 155 Ha 67 à 12 ca.

L'Eglise Kimbanguiste occupe 65 Ha 8 a 40 ca dans l'ensemble de la région du Kivu dont 15 Ha au BUSHI (KABARE et WALUNGU).

La présence de la communauté islamique dans les zones rurales de Kabare et Walungu en Bushi ainsi que celle de Kalehe est nulle. Cette communauté possède 10 Ha 36 à 63 ca de terres dans l'ensemble de la région administrative du Kivu au moment de nos enquêtes.

D'une façon générale, les Eglises au Kivu possèdent 11.248 Ha 9 à 81 ca dans la région administrative du Kivu (y compris le Maniema). Elles occupent en territoires de Kabare, Walungu et Kalehe où sévit la famine, 1.216 Ha 14 ca 30 ca.

¹ Bulletin Officiel, 1942, p278.

² Kinghombe Wa Kinghombe, Limite de solutions exogènes aux problèmes des messes rurales au Zaïre. Analyse de projets historiques au Kivu méridional, thèse de doctorat en sociologie, octobre 1985, pp278-284.

2.2. La situation alimentaire et foncière du BUSHI

Nous écartons la thèse selon laquelle les limites de BUSHI dépassent les zones rurales de Kabare et Walungu ⁽¹⁾. TWAGILIMANA MAMBO pense que le Bushi comprend en plus de Kabare et Walungu, les zones administratives de Bagira, Idjwi, Uvira, Mwenga et Kabare. La réalité linguistico-culturelle permet de distinguer des groupes régionaux et des groupes apparentés. Les groupes régionaux sont composés de BAHAYA et BALINGA (zone de Kabare), BISHUGI et BAZIBAZIBA (zone de Mwenga), BARONGERONGE (zone de Kalehe). Les groupes apparentés sont les BUHAVU (zone de Kalehe), BAHAVU (zone d'Idjwi), BATEMBO et BAHOLO (zone de Kalehe), BAFULERO (zone d'uvira). Selon cette acception, le BUSHI compte en 1977, 829.421 habitants répartis dans 7 zones administratives et 13 collectivités.

Il est à noter que la malnutrition au BUSHI n'est pas l'effet de la décolonisation du Congo Belge. Ce problème conduit l'Institut de la Recherche Scientifique en Afrique Centrale (IRSAC) à recommander en 1953 des découvertes importantes et d'application immédiate pour la compréhension du KWASHIORKOR, la mise au point d'un traitement efficace et raisonné ⁽²⁾.

Ainsi donc, du 18 au 20 février 1953, Dr Van Oye, Dr. Demaeyer et M. Close de l'IRSAC participent au séminaire regroupant les chercheurs de l'Université de MAKERERE et de l'IRSAC dans les laboratoires du Makerere Collège et du Mulago hospital. Le but de la rencontre est de comparer et discuter les résultats détenus dans le domaine de la nutrition. de visiter les laboratoires et installations, comparer les techniques utilisées ⁽³⁾.

Les problèmes nutritionnels s'expliquent par plusieurs causes. Une ration alimentaire insuffisante qui provient d'aliments non riches ne peut pas couvrir les besoins de l'organisme.

La culture du manioc est rendue obligatoire au BUSHI en 1928 pour assurer la soudure entre les récoltes et éviter la famine qui sévit en moyenne tous les trois ans. Le même phénomène de famine épisodique est observé dans le Royaume du Ruanda. En optant pour le manioc, on sait que sa farine est un aliment de médiocre valeur nutritive en qualité et en quantité des acides aminés.

La ration alimentaire déséquilibrée manque aussi des protéines animales trop chères.

Aux problèmes de ration alimentaire insuffisante et déséquilibrée, il faudrait ajouter celui du rôle de la femme au BUSHI et son impact sur la situation sanitaire.

En comparant l'homme et la femme au BUSHI, on arrive à établir en unité de production 1,00 pour la femme et 0,30 pour l'homme. On a attribué à la femme adulte du BUSHI la valeur étalon I UPC (Unité de Production) car c'est elle qui fournit la plus grosse part d'investissement physique nécessaire à la bonne marche de l'exploitation.

¹ Twagilimana Majabo, « le BUSHI et son avenir socio-économique ». in, Antenne du CERUKI, n°2, décembre 1977, pp230-268.

² Comité Anti-Bwaki, Analyse de la malnutrition au BUSH ! Un problème économique et médico-social, Kivu-presses Bukavu, 1971, p16.

³ Close J., et alui, « composition en acides minés d'hydrolisants de farine de manioc roni, variété amère », in, Bulletin de la société chimie biologique (1953), 35,9, pp985-992.

La femme s'occupe des travaux de labour, de semis, de plantation, d'entretien, de transport des produits, de portage de l'eau, de préparation et transport du bois de chauffage, du marché et de la fabrication de la bière. Les femmes participent 2 à 3 fois par trimestre aux travaux gratuits pour prouver la soumission au MWAMI avec les vieillards.

L'homme s'occupe de l'entretien de la bananeraie, du défrichage éventuel et de quelques travaux ⁽¹⁾.

La femme regagne son habitation le soir après une journée chargée et doit préparer les aliments. Les enfants en bas âge sont souvent déjà endormis.

L'absence continuelle des mères dans les foyers n'est pas favorable à l'équilibre alimentaire des enfants.

Selon Mandel E., la moitié de l'humanité est affamée non parce que les produits alimentaires manquent "mais parce que la demande solvable ne peut pas suivre la demande physique"⁽²⁾.

Berenbourg L., se demande pourquoi le Congo/Zaire est un pays riche et sa population vit mal⁽³⁾. L'auteur note que le budget 1958 de la colonie Belge prévoit 24 millions de dollars pour la protection de la santé publique, 47 millions pour l'entretien de l'administration, de la police et de l'armée.

Par contre, les trusts touchent 260 millions de dollars par an. Selon l'auteur, en réservant au Congo-Belge la moitié du bénéfice des trusts, on peut disposer de 130 millions de dollars et changer le niveau de vie des populations. La famine serait vaincue en affectant environ 250 dollars par tête d'habitants au lieu d'enrichir les trusts.

Après l'indépendance, une restructuration de l'économie est possible avec «congolisation» de l'Union Minière du Haut-Katanga. Le conflit entre l'UMHK et le Congo/Zaire se termine ainsi : le Congo/Zaire paiera jusqu'en 1985 une indemnité annuelle égale à 6% de métaux de la Gécamines, soit à l'époque 1 milliard de FB par an ; le Congo/Zaire renonce à sa participation de 18% dont les actifs sont congolais/zairois de l'UMHK (notamment les filiales de celle-ci ou de la Société Générale qui transforment et commercialisent les métaux congolais/zairois ; le Congo/Zaire renonce à la valeur du stock de métaux accumulés à l'étranger par l'UMHK à toutes fins utiles, soit 8 milliards de FB⁽⁴⁾.

En 1970, les firmes belges exerçant leurs activités au Congo/Zaire rapatrient 8,8 milliards de F.B tandis que l'aide de la Belgique au pays s'élève à 2,8 milliards.

L'Etat post colonial assure aux investissements étrangers des conditions extrêmement avantageuses : détaxation sur les importations, suppression pendant 5 ans et plus, prêts de l'Etat à des très bas taux d'intérêt.

¹ Comité Anti-Bwaki, Analyse..., Op. cit, p8-9; voir aussi Rukangira G., Situation économique de la femme et de la jeune fille non scolarisée au BUSHI, ISA Bukavu, année académique 1969-1970, pp7-10.

² Mandel E., La crise..., Op. Cit., p141.

³ Berenbourg L., « la faim et le désarmement », in, Maire L., Op. Cit., p81.

⁴ Piret., extrait de A.G. n°172

Piret P., prend l'exemple de la société japonaise SODIMCO devenue SODIMIZA. La SODIMICO se garde d'amener au Congo/Zaïre les 6 milliards de FB de son total d'investissement. Elle investit pour 300 millions de Francs Belges (FB) et fait un prêt de 5,7 milliards de FB à sa filiale zaïroise/congolaise. La filiale doit rembourser d'année en année et verser en plus 85% du capital qu'elle sera déjà fait rembourser. En cas de nationalisation, cette société peut se faire payer une nouvelle fois sous forme d'indemnisation.

Un autre exemple d'échec sur le plan économique est le projet de la zone franche d'Inga. ULLMAN F., expert de l'ONUDI en mission à Kinshasa en 1980, fait remarquer des insuffisances dans les investigations menées et le caractère prématuré de la construction de la zone dite ZOFI ⁽¹⁾.

Le projet d'INGA, la politique économique extravertie et la domination du FMI entraînent une dette extérieure sans cesse croissante qui augmente la nécessité de l'aide extérieure. D'après Comité-Zaïre ⁽²⁾, la dette passe en millions de dollars de 185,5 en 1965 à 294,7 en 1967 ; 397,5 en 1969 ; 633,3 en 1970 ; 762,6 en 1972 ; 1.530,6 en 1973 ; 2.900,0 en 1976. La dette extérieure cumulée a été multipliée par 30 entre 1965 et 1981. Le service de la dette a doublé.

Les aménagements provisoires du FMI laissent de côté le développement économique du Congo/Zaïre qui est d'ordre politique exigeant que soit posé le problème de la nature de l'Etat et de ses rapports avec les principales classes de la société.

Avec la chute du Président MOBUTU, STEFAN MARYSSE constate un changement de discours des leaders africains qui contestent l'ingérence de l'Occident en général. Le gouvernement mis en place par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo/Zaïre (AFDL) s'ouvre aux capitaux à la recherche d'une rente minière ⁽³⁾.

Malgré le passé marxisant de certains dirigeants de l'AFDL, leur action se limite aux élans nationalistes sans mettre à jour la question du socialisme, même démocratique à l'instar du Parti Lumumbiste Unifié (PALU) de Antoine Gizenga. En effet, Bertrand H., soutient la nécessité impérieuse et populaire de construire une économie nationale dans laquelle chacun ait une place. Celle-ci doit se développer rapidement et permettre de satisfaire les besoins prioritaires du peuple. Cela après l'impuissance de la croissance capitaliste devant le problème de l'emploi des ruraux contraints d'abandonner la terre, des chômeurs et des semi-chômeurs urbains, des jeunes sortis des écoles ⁽⁴⁾.

A propos du BUSHI, la région connaît une forte expansion des plantations et une forte présence de colons européens sous l'Administration coloniale. Après l'indépendance, les autochtones s'intéressent beaucoup aux cultures d'exportations (café, thé, quinquina). DE CASTRO J., considère à juste titre que l'introduction des cultures d'exportation a été le premier

¹ Willame J.C., Zaïre: Epopée d'Inga. Chronique d'une prédation industrielle, éd. l'Harmattan, Paris, 1986, p.194.

² Comité Zaïre, Zaïre le dossier de la recolonisation, l'Harmattan, éd. Ouvrières, Paris-Bruxelles, 1970, p137.

³ Marysse S., « La libération du Congo dans le contexte de la mondialisation », center for development studies, october 1997, Université d'Anvers, pp1-43.

⁴ Bertrand H., Le Congo-Formation sociale et mode de développement économique, Maspero, Paris, 1975, p37.

facteur de déséquilibre alimentaire ⁽¹⁾.

A propos des sols du BUSHI, nous savons que l'Etat colonial s'inquiète déjà en 1948 du recul de la forêt de 50% dans une zone de 7.200 km² correspondant au BUSHI et ses environs⁽²⁾. Sur base des recherches agronomiques ⁽³⁾, les colons européens s'approprient les meilleures terres et réduisent les autochtones à cultiver des terres rapidement épuisées par l'érosion. Cela conduit au déséquilibre alimentaire ⁽⁴⁾.

Colleaux L., souligne encore une fois que les terres indigènes du territoire de Kabare subissent l'action de l'érosion accélérée et dans certains cas graves, l'évolution dégradante fait apparaître les premiers signes du stade final désertique ⁽⁵⁾. La dégradation des sols est provoquée par la surcharge de cultures et de bétail. S'il faut y ajouter les aléas climatiques, la région est exposée à la famine ⁽⁶⁾.

L'Institut d'Etudes Agronomiques du Congo (INEAC) entreprend ainsi vers 1947 des initiatives pour instaurer les cultures en bandes, stabiliser les cultures et enrichir le sol ⁽⁷⁾.

Au BUSHI, les paysans plantent, autour des habitations, des bananeraies qui couvrent le haut des collines. La bananeraie constitue du point de vue agricole une zone de sécurité. Son couvert empêche l'érosion et favorise les éléments hydriques. Un appauvrissement alimentaire apparaît lorsque la bananeraie s'étend par rapport aux champs familiaux et extra-locaux⁽⁸⁾

Hecq J., dégage les facteurs limitatifs qui confèrent l'incohérence au régime foncier des Bashi ⁽⁹⁾. Le droit effectif de la propriété foncière s'étend à la culture de la bananeraie. C'est une culture intensive qui représente une grande proportion de superficie cultivée. L'augmentation de la bananeraie se fait au détriment des cultures vivrières. Les cultures annuelles installées sur les pentes et dans les sols en voie de dégradation ne font qu'accélérer celle-ci.

Comme solution, il faudrait, selon Hecq J., réduire les superficies des plantes annuelles cultivées sur les pentes et leur réserver les terres plates des sommets des collines. Les cultures pérennes, protectrices et améliorantes comme les bananeraies, doivent couvrir les pentes moyennes. Il faut inverser les emplacements respectifs des bananeraies et des cultures annuelles. Les pâturages peuvent rester sur les pentes les plus fortes mais il faut les organiser.

¹ De Castro J., Géopolitique..., Op. Cit., p311.

² CNKI, Vingt ans d'activités en matière de colonisation européenne 1928-1948, janvier 1948, pp32-33.

³ Van De Abelle M., Van De Put R., Les principales cultures du Congo-Belge, INEAC, Bruxelles, 1956, 36^{me} éd., p54.

⁴ De Castro J., Géopolitique..., Op. Cit., p302.

⁵ Colleaux L., « La lutte contre la dégradation des terres en territoire de Kabare », in, Comptes rendus de la Semaine Agricole de Yangambi (26/02 au 05/03 1947), INEAC, Bruxelles, pp267-268.

⁶ Berthelot J., De Ravignan F. Les sillons de la faim. Textes rassemblés par le groupe de déclaration de Rome, éd. Harmattan, Paris, 1980, pp16-17.

⁷ Hendrickx, « Note sur la conservation des sols dans les cultures de haute altitude », in, Comptes rendus..., Op. Cit., pp99-95.

⁸ Henry J., De l'agriculture itinéraire à l'agriculture intensifiée, INEAC, 1967, p382

⁹ Hecq J., Le système de culture des Bashi (Kivu) (territoire de Kabare) et ses possibilités, INEAC, Mulungu, groupe de planning agricole, texte dactylographié.

Ainsi est posé le problème de réforme agraire au Bushi qui semble être évité par les gros propriétaires fonciers de la région.

Le BUSHI a une superficie de 3.711 km², c'est-à-dire 1.737 km² dans la zone rurale de Kabare et 1.974 km² dans celle de Walungu. Du point de vue agricole, Walungu compte 172.700 Ha de superficie totale, 93.000 Ha de surfaces agricoles utilisables soit 49% de terre arable et 51% de pâturage. La zone de Kabare compte 197.100 Ha de superficie totale, 82.000 Ha de surfaces agricoles utilisables soit 54% de terre arable et 45% de pâturage.

Nos recherches indiquent en 1973 et 1974 pour le Sud-Kivu : 6.467 Ha de café arabica dont 2.835 Ha de secteur moderne pour le café arabica, 2.180 Ha dont 1.695 Ha de café robusta pour le secteur moderne, 13.175 Ha de quinquina dont 6.509 Ha pour le secteur moderne, 2.151 Ha de canne à sucre dont 1.951 Ha pour le secteur moderne. Le caractère extensif de l'agriculture nécessite des superficies cultivables importantes.

Sur le plan démographique et d'après le Comité Anti-Bwaki, les territoires (zones) de Kabare et Walungu comptent 250.505 habitants avec une densité de 73,5 habitants au km² en 1950, 272.653 en 1952 avec 90,8 hab/km², 336.995 en 1958 avec 90,8 hab/km², 448.646 en 1969 avec 120,8 hab/km²⁽¹⁾. Le Comité Anti-Bwaki ignore que le territoire de Kabare au Congo-Belge enregistre déjà une densité située entre 200 et 500 habitants au km².

De 1970 à 1980, la population du Bushi est estimée, selon les projections du Révérend Père FARCY de l'Archidiocèse de Bukavu, à 447.395 en 1970 soit moins que ses statistiques au sein du Comité Anti-Bwaki avec une densité de 120,6 hab/km², 458.580 en 1971 avec 123,6 hab/km², 470.043 en 1972 avec 126,7 hab/km², 481.794 en 1973 avec 129,8 hab/km², 493.839 en 1974 avec 133,8 hab/km², 506.184 en 1975 avec 137,4 hab/km², 518.838 en 1976 avec 139,8 hab/km², 531.810 en 1977 avec 143,3 hab/km², 545.105 en 1978 avec 147 hab/km², 557.732 en 1979 avec 150,3 hab/km² et 57.675 en 1980 avec 154 hab/km² ⁽²⁾.

Nous savons qu'en 1968 à BURHALE dans la zone rurale de Walungu, la Commission Agricole au Sud-Kivu enregistre 530 habitants au km². En 1977, J.C. CALCIO révèle une densité de 267 habitants au km² à Walungu et 351,9 habitants au km² à Kabare⁽³⁾. Les statistiques de l'Archidiocèse de Bukavu sont en-dessus de la réalité de 1968 et 1977.

D'après le recensement administratif 1997 du Ministère de l'Intérieur à Kinshasa, on enregistre en 1992 une population de 703.980 au Bushi soit une densité de 189,7 hab/km² dont 410.637 en zone de Walungu avec 208 hab/km² et 393.343 en zone de Kabare avec 226,4 hab/km² et en 1997 une population de 982.574 au Bushi soit 264,7 habitants au km² dont 501851 en zone de Walungu avec 254,2 hab/km² et 480.723 en zone de Kabare avec 276,8 hab/km². Les recherches de la CAS – K en 1968 et de CALCIO en 1977 infirment les statistiques officielles.

Le Bushi où une famille dispose de 50 Ai 50 ares en-moyenne est « zone de la faim ». De Castro, J. définit la zone de la faim comme une région où la moitié de la population au moins présente des marques évidentes de carences alimentaires. Ce n'est pas le degré de spécificité

¹ Comité Anti-Bwaki, Analyse ..., Op. Cit., p7.

² Farcy M., Mémoire de la région du Kivu et du Diocèse de Bukavu, p8.

³ Calcio J.C., « Les systèmes agraires sur les hautes terres (Zaire) », in, Antenne du CERUKI n°1, juin 1977, p161.

carentielle qui caractérise et délimite la zone de la faim. Il faut prendre en considération son extension qualitative parmi les populations. Les déficiences alimentaires qui s'y manifestent, doivent atteindre la majorité de l'effectif démographique (¹).

Au Bushi, en effet, on rencontre les différents types de famine :

- 1) la malnutrition relative par rapport aux populations dont l'apport nutritionnel est meilleur de façon permanente, est définie par le déficit en poids par rapport au poids moyen par taille de l'individu examiné. En moyenne au Bushi, pour les hommes adultes, le déficit est de 10 kgs pour le poids et 10 cm pour la taille ;
- 2) la malnutrition de type marastique ou manque global de calories du régime alimentaire global, est définie surtout par le déficit en poids par rapport au poids moyen de l'individu examiné ;
- 3) la malnutrition protéique ou Kwashiorkor est caractérisée par des signes cliniques évidents : les oedèmes, la pigmentation des cheveux, les lésions cutanées, l'apathie et l'anergie ;
- 4) les malnutritions spécifiques ou carences spécifiques : les états d'anémie peuvent être dépistées par l'observation des conjonctives et des lignes de la paume de la main (²).

Les considérations scientifiques ne peuvent pas ignorer l'illusion identitaire accentuée par les élites de Kabare et Walungu, de Kalehe, d'Idjwi et d'Uvira. Les discussions sans issue ne permettent pas de circonscrire la famine et de rechercher des solutions urgentes et appropriées.

Comme indicateur de l'état de santé d'un pays, on n'utilise pas la mortalité brute qui est en fonction de l'âge moyen du pays mais la mortalité infantile.

Les enfants en bas âge sont les plus fragiles. Les maladies sont liées au manque d'hygiène, à l'ignorance, à la malnutrition etc. A titre d'exemple, la mortalité infantile est passée de 41,45% à 35,55% pour les enfants de 0 à 15 ans et de 27,27% à 20,99% pour les enfants de 0 à 12 mois entre 1969 et 1975 dans la zone rurale de Walungu, selon la Soeur Gombe E.⁽³⁾. Cela traduit une nette amélioration à cette époque. On peut se demander l'ampleur de la catastrophe avec l'arrivée de millions de réfugiés rwandais BAHUTU à partir de 1994 et les actions militaires qui s'en sont suivies jusqu'à ce jour.

2.3. Action du comté anti-bwaki de l'archidiocèse de Bukavu

Le Comité Anti-Bwaki obtient sa reconnaissance juridique par l'arrêté n° 192/36/9/N.51.8/PROGOU/65 qui lui assigne comme but la lutte contre le Bwaki, sa prévention et la promotion de toute action en faveur de l'enfance. Il est multiconfessionnel de par la présence des protestants. L'Etat y est aussi représenté. L'aide multiforme vient de l'OMS, du PNUD, de l'OXFAM, de CARITAS Suisse, de la FAO, de Protestant Relief Agency, du PAM, de l'UIPE, de l'IOS, de l'UNICEF, de Catholic Relief Service, de CEMUBAC etc.

¹ De Castro J., Géopolitique..., Op. Cit., p37.

² Comité Anti-Bwaki, Analyse..., Op. Cit., p18.

³ Comité Anti-Bwaki, Rapport annuel 1976-1977, Bukavu.

A propos de l'explosion démographique, le Comité Anti-Bwaki préconise l'espacement des naissances (¹). A ce sujet, Provent A. et De Ravignan F., soutiennent qu'aucun effet sporadique de limitation des naissances tenté jusqu'ici ne saurait avoir d'effet. Le futur démographique est un futur présent sauf en cas de famine généralisée (²). Quant à De Castro J., il réfute la thèse néo-malthusienne selon laquelle l'augmentation de la population mondiale est due à la folie de reproduction des peuples affamés. Le contrôle forcé des naissances apparaît comme l'unique moyen de salut.

La thèse correcte est que ce n'est pas la surpopulation qui crée et maintient la faim dans le monde mais la faim est à l'origine de la surpopulation. L'influence de la faim élève le coefficient de fécondité et les indices de mortalité de groupes les plus vulnérables. Le contrôle de l'accroissement des populations n'est possible que par l'élimination de la faim (³).

Le Comité Anti-Bwaki est conscient de chercher à résoudre les causes économiques de la famine au BUSH (par des projets de développement. Toutefois, il faudrait une approche globale du problème de la faim. Les avions transportent, avant la dérive identitaire de 1981, d'énormes quantités de viande de l'aéroport de Goma vers Kinshasa. Le poisson d'Uvira au lac Tanganyika se vend en fraude à Bujumbura en République du Burundi. La vente frauduleuse à Bujumbura du riz et du sucre de la plaine de la Ruzizi procurent des devises.

Le Comité Anti-Bwaki collabore activement avec l'UNICEF qui ouvre l'antenne de Bukavu en 1973. Il lance un projet hydraulique au Bushi et construit des puits sur les flancs de montagnes.

Sur le plan agricole, l'INERA (ex INEAC – Mulungu) devenu membre du Comité Anti-Bwaki, participe à l'amélioration du système cultural des paysans. Le service d'encadrement de l'INERA donne des semences sélectionnées et des conseils techniques aux paroisses rurales.

A titre d'illustration de projets agricoles, le frère Devriend arrive en 1977 à Nyangezi. En deux ans, il réussit le débroussaillage et le défrichage de 4 Ha. La récupération des terres se fait dans la concession des Frères Maristes d'une superficie de 110 Ha 10 a selon nos enquêtes. La concession est principalement peuplée d'arbres. On comprend que 10 Ha de culture de soja produits n'est qu'un symbole.

L'expérience donne 3,5 tonnes de soja produits sur 3 Ha 89 a en 1978, 8,8 tonnes sur 8 Ha 30 a en 1979, 6,9 tonnes sur 7 Ha 7 a en 1980. Les paysans vendent au Frère DEVRIEND 168 kg de soja en 1980 et 1,3 tonne en 1981. Mais un nouveau curé autochtone de la paroisse de Nyangezi concurrence le Frère en créant des actions similaires dans le même milieu. Le soja étant commercialisable, il prouve des bénéfices. En 4 ans, Nyangezi produit 26 tonnes de soja et livre 8,5 tonnes au moulin du Centre catholique de Murhesa. Le frère Devriend veut construire un hangar de séchage, les supérieures des Frères Maristes lui interdisent une construction en matériaux durables. La hiérarchie ecclésiastique finit par un rappel à l'ordre en signifiant au Frère

¹ Carel M., «Espacement des naissances et communication de masse. L'expérience d'Idjwi (Kivu, Zaïre) », in, La malnutrition une approche multidisciplinaire, séminaire de formation continue, _ Gand, 23-27 août 1976, pp103 et ss.

² Provent A., Ravignan F, Le nouvel ordre..., Op . Cit., p28.

³ De Castro J., Géopolitique..., Op. Cit., pp39-40, 45.

qu'il est là pour enseigner.

Lorsque le Comité Anti-Bwaki rejoint l'initiative du Frère, le gouverneur Mwando Nsimba de la région du Kivu visite Nyangezi. Après lui, M.Gomez de l'UNICEF – Kinshasa y passe et offre un véhicule. Personne n'ose demander à l'Archidiocèse de Bukavu d'étendre l'expérience de Nyangezi.

Le Frère Devriend reçoit une commande du Programme artisanat de Bukavu dirigé par le Père Farcy. Le projet doit cultiver le sisal. Il faut 3 jours pour faire 1 kg de fibre en raison de 90 K (makuta) par jour en 1979 soit 2,70 zaires. Le Père Farcy veut acheter à Bukavu au prix de 1,50 zaires le kg. Après avoir commencé la culture de sisal, le Frère abandonne le projet.

La culture du soja au Bushi frappé par la famine rejoint les orientations du système capitaliste mondial. Le système alimentaire mondial est fondé sur la consommation américaine. D'après Georges S., le meilleur moyen de rendre rentable un régime alimentaire donné est de lui ajouter la valeur, est la transformation de calories bon marché en calories nobles, la transformation des céréales en viande ⁽¹⁾. L'agribusiness, s'engage rarement dans une production de cultures de subsistance dans les pays sous-développés mais il s'intéresse aux «cultures commerciales nouvelles» ⁽²⁾ comme les fruits, les légumes, la viande et exceptionnellement le soja et le maïs. Le choix d'une technique voire d'une culture n'est pas socialement neutre ⁽³⁾.

En Colombie, le remplacement des haricots par le soja et le sorgho sur des très grandes superficies laisse une source de protéines bon marché pour adopter une source chère ⁽⁴⁾. Au Brésil, les exportations de soja arrivent à dépasser celles du café et de sucre. En Inde, un économiste se demande pourquoi exporter les tourteaux riches en protéines pour alimenter le bétail des pays excédentaires en protéines. Il se demande aussi pourquoi orienter la recherche vers le soja sans tenir compte du type de consommateur à nourrir et des riches possibilités de l'arachide et des pois locaux ⁽⁵⁾.

Au Bushi, le Comité Anti-Bwaki réintroduit le soja en 1969 après sa première introduction en 1915. La production villageoise est inférieure à celle des Associations religieuses entre 1970 et 1975 soit 31.934 kg contre 46.763 kg. De 1976 à 1980, on obtient 163.802 kg contre 120.046 kg pour les Associations religieuses.

Cela signifie que les superficies occupées par le soja ne cessent d'augmenter. A partir du moment où le soja devient commercialisé les paysans sont incités à produire. Le Comité Anti-Baki vend en 1979 le sachet de 600 grammes de soja à 2,0 zaires alors que le même sachet coûtait 10 K (makuta) en 1969. En 1981, on achète au producteur le soja au prix de 2,50 zaires le kg et le sachet de 600 grammes revient à 3,0 zaires.

MASIRIKA CIZA constate que sur 600 familles ayant les semences de soja en 1972, 200 n'ont pas semé mais donné à manger aux enfants ⁽⁶⁾. On est devant un cercle vicieux : rareté

¹ Georges S., Op. Cit, p92

² Idem, p11.

³ Ibidem, p123.

⁴ Ibidem, p157

⁵ Ibidem.

⁶ Masirika Ciza, Intensification de la culture de soja dans la localité de Bushumba, TFE, ISES-Bukavu, année

des terres et famine.

Parmi les projets de l'Archidiocèse de Bukavu, on peut aussi citer l'artisanat et la Coopérative d'Epargne et de Crédit. Le Programme d'Artisanat fabrique à partir de 1966 des cordes, des paillasons, des tapis. En 1968, les jeunes produisent des souliers, des sandales, des horloges. Les produits finis qui coûtent 1,50 ou 5,0 zaires à Bukavu, reviennent à 15 ou 25 zaires à Kinshasa. Les particuliers y trouvent un nouveau type de commerce aux dépens des producteurs directs. Le magasin du projet contrôlé par le Père FARCY reçoit une clientèle régulière. Certains articles sont expédiés en Europe par le Rwanda et l'importance du mouvement dépasse les besoins de simples expositions.

L'autre projet est celui de la Coopérative d'Epargne et de Crédit. Elle est créée en 1972 à Bukavu sous la responsabilité de l'Institut Social Africain de l'Archidiocèse de Bukavu. Entre 1972 et 1977, le plus grand nombre de prêts consentis aux membres concerne l'habitat. Les enseignements et les commerçants sont les catégories les plus favorisées. Cela s'explique par le contrôle des missionnaires sur les coopératives locales et les conditions d'octroi de crédits favorables aux placements importants des commerçants. Les revenus des masses laborieuses étant très faibles, leur potentiel d'épargne est réduit. Par manque de garanties, les masses laborieuses sont exclues.

Enfin, le Comité Anti-Bwaki de l'Archidiocèse de Bukavu élabore le 2/12/1980 un document de base à la demande du commissaire politique et gouverneur de région du Kivu, Mwando Nsimba⁽¹⁾. Il se fait que le président du Comité Anti-Bwaki est conseiller du gouverneur de région. Selon ledit document, « il ne semble pas exister un inventaire complet des terres disponibles, qui permet d'organiser des déplacements soit à l'intérieur des groupes (Bushu) soit à l'extérieur où s'ajoute alors des problèmes d'ordropsychologique »⁽²⁾. Le Comité Anti-Bwaki accorde une « priorité absolue » à la « lutte contre l'érosion et le déboisement »⁽³⁾ pour pallier au manque de terre, cause de la malnutrition grave.

Lesdites terres disponibles à l'intérieur du Bushu sont en réalité les terres cédées ou concédées protégées par la loi foncière. Les propriétés des BAMI et les terres communales ne devraient pas être concernées. L'initiative du Comité Anti-Bwaki n'exploite pas les aspects bénéfiques des lois foncières en faveur des paysans en général et des paysans en particulier. Les hommes politiques du Kivu et la presse de Kinshasa ignorent le problème.

Le Comité Anti-Bwaki propose de « mettre sur pied une équipe qui organise des sessions, rassemble des données sur l'étude des terres qui se ferait par zone »⁽⁴⁾. On sait que les données pédagogiques sont toujours disponibles. L'expérience du Frère Devriend à Nyangezi montre ce qu'il est possible de réaliser comme production vivrière à partir des concessions foncières de l'église catholique.

académique 1972-1973, p54.

¹ Comité Anti-Bwaki, Etalement de la population, Répartition des terres, luttés contre la malnutrition dans les contrées sursaturées du Kivu d'altitude, texte dactylographié.

² Comité Anti-Bwaki, Etalement de la population., Op. Cit., p1.

³ Idem, _p2.

⁴ Ibidem , p2

D'après le Comité Anti-Bwaki, «pour ceux qui cherchent à émigrer donc il s'impose dans l'immédiat de faire une étude de terres disponibles, d'abord à l'intérieur du Bushi, - ensuite dans les zones limitrophes (Ruzizi, direction Mwenga — Kingulube — Shabunda — Walikale etc.). Cette étude devrait se faire à la base dans chaque zone, elle est à centraliser par la direction de l'Administration du Territoire »⁽¹⁾.

L'Archidiocèse de Bukavu obtient de l'Etat une superficie de 300 Ha à Bunyakiri pour l'installation des jeunes venant principalement du Bushi. Ces derniers apparaissent comme des salariés agricoles plutôt que des agriculteurs indépendants.

La région de Bunyakiri jusqu'à Walikale au Nord-Kivu enregistre des population autochtones peu prolifiques et une présence massive des « transplantés » venus du Ruanda puis des réfugiés ruandais. Une forte présence de Bashi ne résoudrait rien au Nord-Kivu.

Dans la plaine de la Ruzizi, les Barundi de la collectivité des Barundi créée en 1928 voient leur présence contestée par les Bavira et Bafulero. Les Bashi y seraient de trop et le Diocèse d'Uvira échappe à leur contrôle.

En envisageant l'occupation de l'Itombwe par les Bashi et la relance de l'élevage, le Comité Anti-Bwaki compte donner une autre dimension à la survie des Banyamulenge. Les Bashi présents dans l'Itombwe sont minoritaires.

Vouloir les constituer en groupe majoritaire et concurrent des éleveurs Banyamulenge créera des luttes d'intérêt voire des incidents sanglants.

De même et sur le plan agronomique, l'agriculture extensive est pratiquée sur des terres peu peuplées des territoires de Shabunda, Fizi et Mwenga au Sud-Kivu et de Walikale au Nord-Kivu. Un surplus de population venue du Bushi sera à l'origine de nombreux conflits.

Que faut-il retenir à l'issue de cette longue réflexion centrée sur les conséquences néfastes auxquelles le peuple Bashi fait face à la suite d'une désertification épisodique de son terroir ? Il nous revient à présent de noter le mot de la fin.

¹ Comité Anti-Bwaki, Etalement de la population..., Op. Cit., p1.

Conclusion

Le génocide par la faim est une réalité au Bushi dans le Sud-Kivu. Curieusement, les élites locales ont été distraites de 1980 à 1998 par l'illusion identitaire qui a conduit à une dérive sans précédent.

Les actions de l'Archidiocèse de Bukavu et autres Eglises chrétiennes n'ont apportées que des solutions partielles au drame du Bushi. Les micro-projets empêchent une saisie globale du problème. Ils voilent les difficultés internes comme l'impossibilité d'une réforme agraire. Le président Mobutu essayera sans succès, et ce à l'apogée de sa gloire, de remettre en question le droit foncier coutumier et donc le pouvoir des BAMI. On trouvera dans cette tentative le souci d'asseoir une dictature en occultant la gravité du génocide par la faim.

Les politiques publiques en matière de développement rural imposées d'en haut ouvrent la voie à des solutions exogènes. Les solutions endogènes relèvent de l'action consciente des masses laborieuses du Bushi et de son clergé local dans un processus révolutionnaire qui ne signifie pas l'action violente. Vu la gravité et l'urgence du problème, l'essentiel est la défense des intérêts immédiats et stratégiques des masses laborieuses du Bushi dans le respect du droit à la vie des autres habitants du Kivu montagneux.